

## Liste Tsipras ? Non, merci ! (Sollevazione)

12 février 2014

Un spectre hante l'Europe, le spectre de l'Euro\*



Leonardo MAZZEI

Sur le papier du moins, Alexis Tsipras apparaît comme le personnage du moment. L'avenir nous dira pour combien de temps, mais essayons tout de suite de comprendre pourquoi. Le leader de Syriza, également candidat à la présidence de la Commission européenne, semble dire des choses raisonnables. Très raisonnables, peut-être un peu trop raisonnables... Il est ouvert, et dit qu'il veut discuter de tout, sauf d'une chose. Eh oui, le jeune Alexis a bien un tabou, et c'est justement celui qui peut le rendre sympathique à nos beaux parleurs.

Venons-en tout de suite au coeur du sujet. Parlant l'autre jour à Paris (voir *Il Manifesto* du 5 février), Tsipras a tiré les choses au clair : *l'euro ne se discute pas*. Selon la correspondante parisienne du journal, Anna Maria Merlo, ce fut là le présupposé, le point fort, le pivot autour duquel tournait tout le reste du raisonnement. Donc : les politiques d'austérité sont abandonnées (dans une certaine mesure, même Napolitano l'a dit au parlement de Strasbourg), mais la sortie de la monnaie européenne ne peut même pas être un sujet de discussion.

Certes, cette position n'est pas nouvelle. Tsipras l'a répétée devant toutes les instances. Par exemple, dans cette récente interview à *La Stampa* où, à côté des attaques contre Grillo et tous les mouvements anti-euro, on lit cette affirmation :

*"Nous sommes pro-européens, pas anti-européens ; nous voulons changer l'Europe, pas la détruire."*

Cette profession de foi est marquante parce qu'elle n'a pas été prononcée à un moment quelconque par un personnage quelconque. Ici, l'Europe n'est pas un continent ou une aire géographique, ou l'ensemble des peuples qui l'habitent. En termes politiques, Europe se lit aujourd'hui : Union européenne. Et ce sont les lois européennes, les traités européens, la logique contraignante sur laquelle on a édifié l'Union et sa monnaie unique qui ont réduit la Grèce à la famine – qui peut le nier ?

Mais ce qui est encore plus important, c'est que c'est là la seule Europe réellement existante. Il n'y a aucune réforme en vue, ne serait-ce que parce que ainsi l'ont décidé les principaux partis, et, avec eux, la majorité absolue des électeurs allemands. Qui, entre parenthèses, comptent encore pour quelque chose dans ce pays-là.

Dans ce contexte, rendu encore plus clair par les décisions européennes concrètes, ainsi que par le rigorisme réitéré de la BCE et des oligarchies de l'euro, continuer à parler d'une "autre Europe" comme d'un horizon possible, sans d'abord passer par la destruction de l'Union et de sa monnaie unique, n'est pas seulement erroné, mais tout à fait propre à nous égarer.

En ce qui concerne la sortie de l'euro, nous pourrions comprendre les doutes, la réflexion sur les difficultés, le calcul des coûts et bénéfices. Ce qu'on ne peut absolument pas comprendre, de la part de quelqu'un qui dit justement vouloir changer radicalement les choix économiques, c'est le tabou, le refus de mettre simplement en discussion un sujet dont chacun sait qu'il est à l'ordre du jour.

Pourquoi donc cette obstination à se cacher la tête sous le sable ? Il y a probablement plusieurs raisons, dont l'incapacité à opérer une véritable rupture culturelle avec un internationalisme mal entendu qui, niant les nations, finit par ressembler à la culture et aux intérêts des oligarchies financières dominantes.

Mais, de toute évidence, il y a aussi une autre raison. C'est que les forces de la "Gauche européenne" n'ont certainement pas renoncé à regarder vers l'alliance avec celles du parti Socialiste Européen. Par exemple, en France, Tsipras a dû rencontrer séparément les deux principales composantes de la première, Jean-Luc Mélenchon du Parti de Gauche et Pierre Laurent du PCF. Cause de la discorde ? L'alliance du PCF avec le PS de Hollande aux prochaines élections municipales, alors même que le locataire de l'Élysée mène une politique toujours plus libérale et austéritaire.

Et ainsi, en parlant de la France, on arrive bientôt à l'Italie, où Tsipras arrivera vendredi 15 février. Et où il rencontrera, certes, le pauvre Ferrero [dirigeant de Refondation communiste, ndt], qui, du moins, fait toujours partie de la "Gauche Européenne" ; mais il rencontrera aussi Nichi Vendola, dont le parti [Mouvement pour la Gauche] est le plus farouche partisan de l'alliance avec le PD [successeur de L'Olivier, classé au centre gauche], et, pour qu'il ne manque personne, Lady Guillotine Boldrini [dirigeante du SEL, Gauche Ecologie Liberté], l'une des principaux responsables du tournant autoritaire accompli.

Du reste, s'il ne s'agissait que des élections administratives, en Italie, il ne devrait même pas y avoir le problème des rencontres séparées. Le 16 février, on vote pour les élections sardes, et PRC [Parti de la Refondation communiste], PDCI [Parti des Communistes Italiens] et SEL se retrouvent tous ensemble dans la coalition qui soutient le candidat du PD. C'est ainsi, il ne faut pas changer ses habitudes.

C'est dans ce contexte que, dans notre pays, a pris officiellement le départ le chantier de la Liste Tsipras, nom provisoire, dans l'attente de ce qui sera décidé par voie de consultation on line. A la tête de cette énième armée mexicaine, les prétendus "garants" : Spinelli, Camilleri, Revelli, Viale, Flores d'Arcais, Gallino. A ces généraux sans troupes devraient obéir les militants de Refondation, qui ne servent, semble-t-il, qu'à recueillir les signatures.

L'objectif est clair : neutraliser l'opposition de gauche à l'Union et à l'euro, canaliser les protestations contre la politique des sacrifices dans le lit de ce "plus d'Europe", dont Barbara Spinelli est le ferme partisan. Ce n'est donc pas par hasard que Même le SEL se dit plutôt intéressé par la grande liste qui se prépare.

Certes, pour le parti de Vendola, il y a aussi des exigences tactiques, éviter la défaite certaine d'une liste de parti, envoyer un petit signal au PD dans une phase où se décide la loi électorale avec sa (honteuse) clause "protège-SEL", mais il y a aussi un élément stratégique, puisque la position des "garants" est bien plus voisine des "Etats-Unis d'Europe" du document du congrès du SEL, que du concept d'impossibilité de réformer l'Union, bien présent dans celui du PRC.

Le professeur Revelli, un des généraux autoproclamés sur le champ de bataille, a dit lors de la conférence de presse de présentation de la liste, qui s'est tenue avant-hier, qu'il fallait s'ouvrir un espace entre "les violents anti-européistes et les européistes contents et conciliants". Description vraiment lumineuse, puisqu'elle décrit les anti-européistes comme violents en tant que tels, tandis que les européistes sont présentés comme des braves gens sincères, seulement coupables d'une certaine ingénuité.

Selon nous, cependant, la réalité est bien différente ; sur les oligarques de Bruxelles et leurs compères de chez nous – c'est-à-dire les auteurs de cette monstrueuse violence sociale exercée depuis des années sur les peuples du Sud de l'Europe, on peut dire tout, sauf que ce sont des écervelés. Mais la définition du "général" Revelli a évidemment une explication : c'est que, tandis qu'avec les anti-européistes, toute future alliance est bien sûr rejetée (populisme ! populisme ! populisme !), on ne peut en dire autant d'une alliance avec la gauche aujourd'hui "trop conciliante" (unité ! unité ! unité !).

De toute façon, la vraie pierre de touche sera l'attitude du SEL, un parti réduit à sa plus simple expression, dont le fondateur [le parti de Nichi Vendola fait partie des mouvements qui ont constitué le SEL] est à présent surtout connu pour son intimité avec les dirigeants de l'Ilva [nom pris par Italsider lors de sa privatisation et dont le site le plus important se trouvait dans les Pouilles]. Ainsi va le monde : à une époque, les Pouilles donnèrent au pays la célèbre "gauche ferroviaire" de Claudio Signorile, aujourd'hui, c'est le tour de la "gauche sidérurgique" de Nichi Vendola.

Ainsi donc, ce courant externe du PD semble se préparer pour le baiser de la mort avec la Liste Tsipras. Certes, ni les "garants" ni Ferrero ne l'en empêcheront. Un beau succès, pour qui a célébré le butin offert aux banques avec le vote sur le décret Bankitalia en chantant " Bella ciao " avec les parlementaires du PD.

Alors, chers camarades de Refondation, que cela vous plaise ou non, il s'agit ici de décider si vous voulez être avec l'opposition au gouvernement Letta ou avec le groupuscule de Lady Guillotine Boldrini, un parti qui n'a pas de rival pour l'arrogance, même quand celle-ci conduit à dépasser de loin le mur du son du ridicule le plus spectaculaire.

(...)

Leonardo Mazzei

Note :

\*Titre des réunions que fera Beppe Grillo en Italie au printemps qui fait référence au début du *Manifeste du parti communiste* de Marx : "Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme".

Pour consulter l'original et lire la fin de l'article : <http://sollevazione.blogspot.fr/2014/02/lista-tsipras-no-grazie-di-leonardo.html>

Traduction : Rosa Llorens

»» <http://sollevazione.blogspot.fr/2014/02/lista-tsipras-no-grazie-di-leonardo.html>